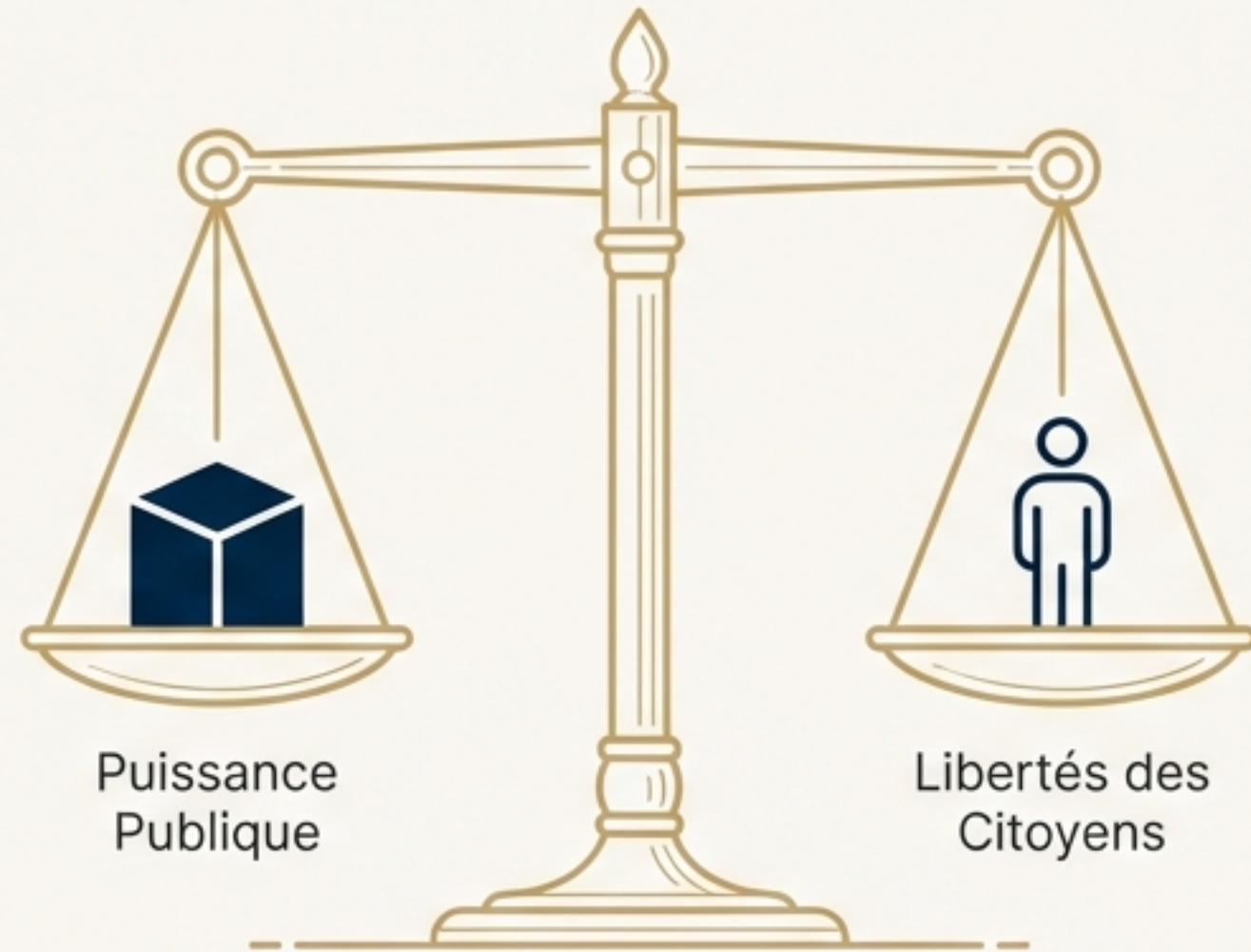


L'État sous contrôle : Le génie du droit public français



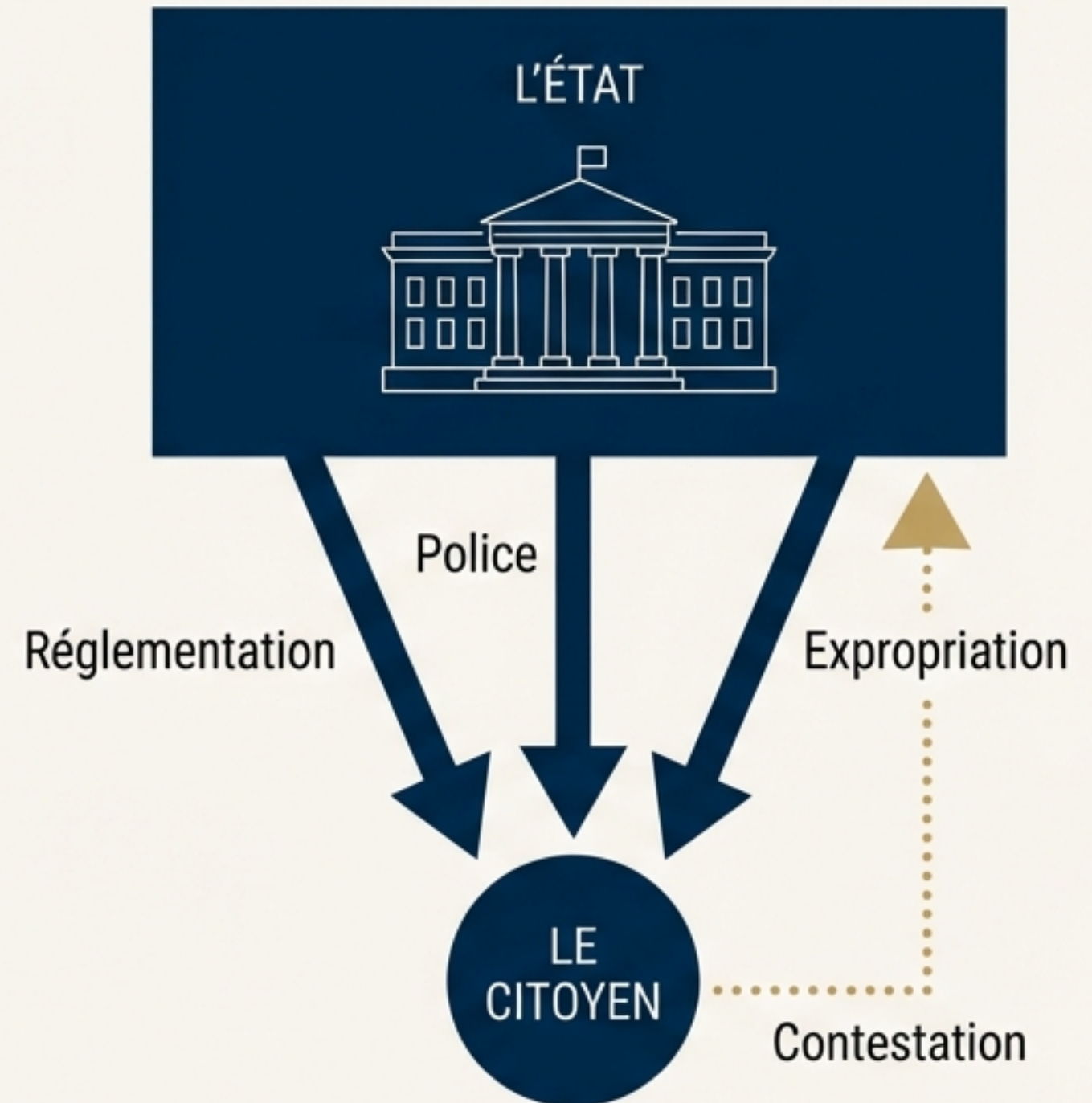
L'État sous contrôle : Le génie du droit public français
Comprendre l'équilibre entre la puissance publique et les libertés des citoyens.

Pourquoi l'État n'est-il pas un citoyen comme les autres ?

Imaginez contester une décision de votre mairie : un permis de construire, une amende administrative.

Vous n'êtes pas dans une simple dispute « entre particuliers ». Vous êtes face à une autorité qui agit au nom de **l'intérêt général** et dispose d'outils que vous n'avez pas (pouvoir de police, expropriation, réglementation).

Comment permettre à l'administration d'agir efficacement pour le bien commun, mais l'empêcher d'abuser de son pouvoir ?



La solution : Un droit « spécial » pour une entité spéciale.

Définition

Le droit public est l'ensemble des règles qui régissent :

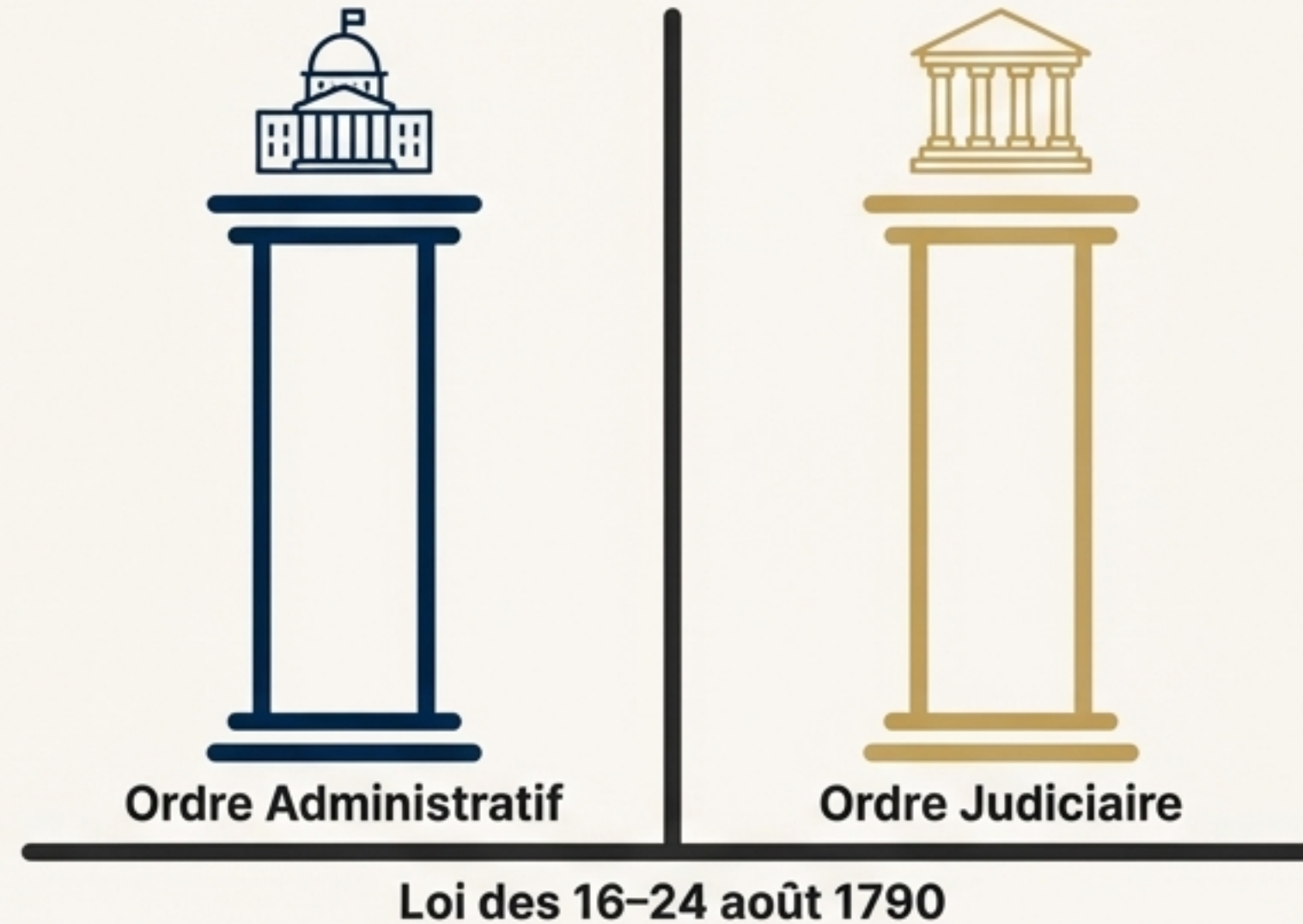
- L'organisation des pouvoirs publics (droit constitutionnel)
- L'action de l'administration (droit administratif)
- Les finances publiques (budget, impôt)
- Les rapports entre personnes publiques et citoyens.

Le droit public est l'art d'équilibrer l'efficacité de l'action publique et la protection des droits.



Une idée révolutionnaire : Séparer pour mieux contrôler.

Le droit public français s'est construit pour éviter que les juges de l'ordre judiciaire ne bloquent l'action de l'administration.



L'Acte Fondateur

Date: 1790

Texte: Loi des 16-24 août

Principe: Instaure la séparation stricte entre les autorités administratives (qui agissent) et les autorités judiciaires (qui jugent les litiges privés).

Conséquence

La création d'un ordre de juridiction distinct, dédié au contrôle de l'administration elle-même.

Les Piliers du Droit Public : Une construction progressive.



Deux arrêts, un édifice : *Blanco* et *Benjamin*.



L'Arrêt Blanco (1873)

Juridiction : Tribunal des conflits

Apport Fondamental : Fonde l'autonomie du droit administratif.

Le Principe : La responsabilité de l'État, engagée par un service public, ne peut être régie par les principes du Code civil. Elle obéit à des règles spéciales.

Impact : Confirme la compétence du juge administratif.

Impact : Confirme la compétence du juge administratif.



L'Arrêt Benjamin (1933)

Juridiction : Conseil d'État

Apport Fondamental : Établit le contrôle de proportionnalité.

Le Principe : Une mesure de police (ex: interdiction d'une réunion) qui restreint une liberté doit être strictement nécessaire et proportionnée au but recherché.

Impact : Le juge administratif devient le gardien des libertés publiques vaité.

Impact : Le juge administratif devient le gardien des libertés publiques face à l'administration.

Les Instruments de la Puissance Publique

Pour agir au nom de l'intérêt général, l'administration dispose de « **prérogatives** de puissance publique ».



1. Actes Administratifs Unilatéraux

Des décisions qui s'imposent aux citoyens.
Exemples : autorisation, refus, sanction, règlement.



2. Contrats Administratifs

Des contrats soumis à des règles spécifiques.
Exemples : marchés publics, délégations de service public.



3. Pouvoir de Police Administrative

Le pouvoir de prévenir les troubles à l'ordre public.
Objectifs : sécurité, salubrité, tranquillité publiques.

Les Garde-fous : Le citoyen face à l'administration.

Cette puissance n'est pas sans limites. Le droit public organise son encadrement.



1. Le Principe de Légalité

L'administration ne peut agir que si un texte l'y autorise et dans le respect des normes supérieures (Constitution, lois...).



2. Le Contrôle du Juge Administratif

Tout citoyen peut contester une décision administrative illégale devant le juge. Outil clé : Le recours pour excès de pouvoir (REP).



3. La Responsabilité Administrative

L'État peut être condamné à indemniser un citoyen pour un dommage causé par son action (ou inaction). Héritage direct de l'arrêt *Blanco*.

La Logique de la Proportionnalité

L'administration peut limiter une liberté, mais uniquement si cette restriction est nécessaire, adaptée et proportionnée à l'objectif d'intérêt général poursuivi.

**La liberté est la règle,
la restriction de police l'exception.**

Cette formule résume l'esprit de l'arrêt Benjamin (1933) et illustre le contrôle exigeant du juge sur les mesures de police administrative.

(à retenir pour l'oral)

Le Droit Public à l'épreuve du XXIe siècle.

Les grands équilibres du droit public sont aujourd'hui confrontés à de nouvelles tensions. (questions qui font mouche à l'oral)

Sécurité vs Libertés



Jusqu'où peut aller l'État (surveillance, lutte contre le terrorisme) sans abîmer l'État de droit ?

Le Service Public en Mutation



Que devient-il face à la numérisation et aux privatisations partielles ? Quels principes (égalité, continuité) garantir ?

La Décentralisation



Qui décide vraiment entre l'État, les régions et les communes ? Comment articuler les pouvoirs ?

L'Urgence Climatique



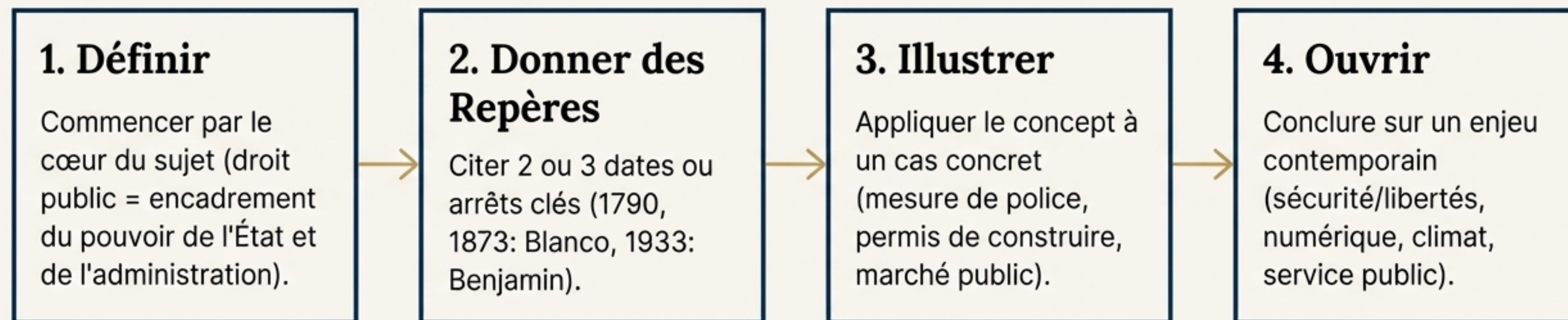
L'administration doit-elle agir plus vite, quitte à bousculer les procédures, ou celles-ci protègent-elles l'intérêt général ?

Pièges et Confusions à Éviter Absolument.

- ❌ **Réduire le droit public à « la politique » : **NON****, le droit public est un ensemble de règles juridiques, de procédures et de décisions de juges.
- ❌ **Oublier les deux ordres de juridictions : **TOUJOURS**** distinguer l'ordre administratif (Conseil d'État) et l'ordre judiciaire (Cour de cassation).
- ❌ **Confondre police administrative et police judiciaire** : L'une prévient les troubles (maire), l'autre réprime les infractions (procureur).
- ❌ **Parler du service public de manière abstraite : **TOUJOURS**** donner un exemple concret (école, hôpital, transports, justice...).
- ❌ **Confondre vitesse et efficacité** : En droit public, la légalité reste la règle, même dans l'urgence.

Construire une réponse parfaite pour l'oral.

La Méthode en 4 Étapes



Exemples de sujets types :

- « L'administration est-elle au-dessus des citoyens ? »
- « La liberté est-elle la règle : comment le prouver en droit public ? »
- « Service public : pilier républicain ou concept en mutation ? »

Le Principe Fondateur : La Redevabilité.

**« La Société a le droit de demander
compte à tout Agent public de son
administration. »**

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, Article 15 (1789).

Cet article résume l'esprit du droit public : le pouvoir n'est légitime que s'il est contrôlé.

